

MOBILISATION Aux arbres, citoyens !

ALTERNATIVES ECONOMIQUES - BÉNÉDICTE MANIER - 26/04/2021

Extraits

Article complet pour les abonnés

<https://www.alternatives-economiques.fr/aux-arbres-citoyens/00098695>

Opérations de « lutte arbrée » contre la déforestation, achat de parcelles forestières par des particuliers... la société civile se mobilise pour protéger les arbres.

Devenus les emblèmes d'une planète qui souffre, les arbres font l'objet d'un engagement citoyen croissant : un peu partout en France, la société civile multiplie les initiatives pour les protéger. D'abord, en s'opposant aux abattages : le [Groupe national de surveillance des arbres](#), créé en 2019 et doté d'une cinquantaine d'antennes dans l'Hexagone, aide ainsi les particuliers et les associations à faire appliquer des textes de protection « peu ou mal connus » et maintenir les arbres en tant que « biens communs ».

De nombreux collectifs s'impliquent aussi dans le reboisement local. En Ile-de-France, par exemple, [les Pionniers](#) et [Boomforest](#) plantent des arbres selon la méthode japonaise Miyawaki, qui permet une pousse rapide, même si ses résultats, à terme, sur les microforêts urbaines sont [sujets à discussion](#). Les jeunes activistes de [Plantation Rebellion](#) – qui revendiquent la « lutte arbrée » – ont créé des zones d'afforestation définitive (ZAD) avec 300 arbres plantés à Dijon l'an dernier. Ils veulent réintroduire des essences autochtones, en recul depuis des décennies dans les espaces publics.

Les réseaux sociaux regorgent par ailleurs de groupes informels qui s'investissent dans [les plantations d'arbres](#) ou de [forêts comestibles](#), traduisant une prise de conscience croissante de l'importance des espaces boisés pour séquestrer le CO₂, protéger les sols de l'érosion, réduire les risques d'inondation et de sécheresse, abaisser les températures, préserver le cycle naturel de l'eau, servir d'habitat à une riche biodiversité, voire contribuer à l'alimentation locale.

L'ONG Forestiers du monde monte de son côté des [opérations d'afforestation](#) avec des écoliers et des habitants, tandis que l'association du botaniste Francis Hallé projette de reconstituer [une forêt primaire en Europe](#), un continent où [près de la moitié des essences autochtones d'arbres est menacée d'extinction](#).

Créer des alternatives forestières

Plusieurs organisations, comme [Forêt vivante](#) et [Forêt en vie](#), permettent par ailleurs aux particuliers de sauver une forêt en coachant [des parcelles en groupements forestiers](#). Le but : les soustraire au [modèle dominant de gestion](#), qui repose sur les monocultures de résineux et [les coupes rases](#), et favoriser leur régénération naturelle. Ou bien les réensauvager : l'Association pour la protection des animaux sauvages ([Aspas](#)) achète des espaces forestiers en financement participatif, qu'elle transforme en réserves sauvages.

A ces actions collectives s'ajoutent les engagements individuels. Philippe Parouffe, un habitant des Landes, a par exemple acquis 25 hectares de feuillus, qu'il a placés en contrat [d'obligation réelle environnementale](#) (ORE) pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Il va valoriser cet espace planté de chênes et de hêtres en louant des compensations carbone et en l'ouvrant à des activités. Avec l'objectif « *d'acheter ensuite d'autres parcelles boisées* » qu'il protégera par ce même dispositif. « *C'est un projet politique, dit-il, car c'est maintenant à nous d'agir : la forêt est notre avenir.* »

Ces mobilisations de terrain sont bien sûr minoritaires. Mais leur multiplication récente en France, ainsi qu'en Europe et sur d'autres continents, traduit la volonté de la société civile de reprendre en main un secteur où les indicateurs sont inquiétants. Depuis 1990, le monde a perdu [178 millions d'hectares de forêt](#) et [la déforestation se poursuit](#) sur tous les continents. Rien qu'en 2020, plus de 4,2 millions d'hectares de forêts primaires tropicales ont disparu (+ 12 % en un an), selon l'ONG Global Forest Watch, tandis que [leur capacité à stocker le carbone s'essouffle](#). Sans oublier la progression des [méga-incendies de forêts](#), comme en Australie, en Californie ou en Sibérie ces deux dernières années.

Inaction publique

Cette dynamique citoyenne contraste en tout cas avec une action publique qui est loin d'être à la hauteur des enjeux. En France, pays déjà [condamné en justice pour son inaction climatique](#), les associations [Canopée](#) et [SOS forêt France](#) rappellent que le projet de loi Climat et résilience « *n'intègre aucune mesure permettant de mieux protéger les forêts* ».

Certes, dans l'Hexagone, les surfaces forestières n'ont cessé d'augmenter depuis le XIX^e siècle, mais la récolte de bois aussi. De 1908 à aujourd'hui, la superficie boisée est passée de 10 millions à 16,9 millions d'hectares, selon l'IGN, et les coupes, de 24 millions de m³ annuels à 49 millions en moyenne (période 2010-2018). Et le gouvernement envisage d'accroître encore les coupes de bois et l'usage intensif des forêts.

Dans ce contexte, la société civile a un rôle crucial à jouer. Restaurer un écosystème forestier local, replanter partout des essences indigènes, mettre en place des gestions alternatives... Ces actions doivent maintenant se multiplier, pour tenter de sauver ce que les pouvoirs publics ont renoncé à protéger et ce que les intérêts industriels continuent de dévaster.